



Comité technique ministériel du 22 octobre 2019
Déclaration des fédérations Solidaires, CGT et FO des Finances

Madame la présidente,

Les années se suivent et se ressemblent.

Bercy et les administrations économiques et financières payent toujours le plus lourd tribut à la réduction des déficits publics.

De manière lancinante et implacable, les suppressions d'emplois se succèdent au fil des ans. Avec elle le long cortège des restructurations brutales, violentes ; la baisse drastique des moyens budgétaires.

Les femmes et hommes qui quotidiennement font vivre le service public au service de l'intérêt général n'ont en retour aucune reconnaissance concrète de la part de leurs ministres.

Ces femmes et ces hommes que les pouvoirs publics ont décidé d'ignorer ; pire de considérer comme quantité négligeable, comme des pions que l'on déplacerait sur l'échiquier des intérêts particuliers que vous servez.

Les années se suivent et se ressemblent.

Les ministres Darmanin et La Maire se défaussent encore de leurs responsabilités en n'assumant pas leur présence au Comité Technique où est présenté le projet de Loi de Finances pour les directions de Bercy.

A quoi devons-nous attribuer leur absence répétée ?

La crainte que nous leurs inspirerions ? Sans doute pas : ils sont si sûrs de leurs faits, d'avoir raison envers et contre tout.

Plus probablement au mépris qu'ils ont à notre égard, et par extension pour l'ensemble des personnels.

Qu'avions-nous à gagner, pour les personnels, pour le service public économique et financier, à participer à ce CTM ? Rien, à l'évidence.

Tout est déjà bouclé, verrouillé, cadennassé ; nous n'avons et les agents avec nous qu'à subir.

A quoi bon par ailleurs perdre notre temps à répéter nos analyses et nos revendications ?

Ils sont sourds et aveugles-

Nous pourrions commenter longuement les chiffres de ce budget 2020, encore à la baisse, les comparer aux charges de travail qui augmentent partout, aux suggestions qui s'empilent, aux conditions de travail qui se dégradent.

Les réponses ministérielles nous les connaissons : l'adaptation à un monde qui bouge et en conséquence la nécessité d'incessantes restructurations présentées comme inéluctables et surtout absolument vitales.

Nous aborderions alors sans aucun doute les conséquences des dites restructurations sur le service public, sur sa qualité qui se dégrade, sur le sens des missions, sur ces conflits éthiques qui secouent les personnels et qui les plongent dans un profond désarroi, sur leur crainte de l'avenir, sur leur souffrance, sur le manque criant de reconnaissance de leurs efforts, caractérisé par l'abandon définitif de tout plan de qualification ministériel et par la baisse drastique des possibilités de promotions internes, par des parcours professionnels et des débouchés de carrière qui se sclérosent, sauf pour le très haut du panier.

Mais tout ceci Messieurs les ministres en ont connaissance au travers de l'observatoire interne des ministères économiques et financiers sans qu'ils n'aient esquissé le moindre plan de prévention des risques psychosociaux digne de ce nom alors même qu'ils portent une responsabilité pénale.

A lire les lignes directrices de l'une des directions de ce ministère, il ne s'agirait que d'une incompréhension des personnels...Ils n'auraient pas bien compris que tout ce qui est entrepris l'est pour leur bien, qu'ils auraient tort de s'inquiéter pour rien, d'autant que tout est mis en place pour les accompagner...Vers où ? La sortie par rupture conventionnelle ?

...

L'accompagnement social comme seule réponse à une situation de détresse profonde qui conduit certains de nos collègues à des gestes ultimes, l'accompagnement social comme seul os à ronger.

Messieurs Darmanin et Le Maire sèment partout la désespérance : le pouvoir politique ne cesse d'accroître les incertitudes et la précarité ; la réforme envisagée sur les régimes de retraite en est la dernière preuve.

Leur comportement provoque la colère comme les conflits en cours le démontrent et le démontreront.

C'est pourquoi, à l'instar des ministres, les fédérations Solidaires, CGT et FO des Finances ont décidé de ne pas se présenter à la première convocation du Comité Technique programmé ce mardi 22 octobre. Elles en feront de même pour la seconde convocation.